

Bilan d'action

# Vers un système de suivi nominatif unifié et universel en Équateur pour lutter contre la malnutrition infantile

© xxx

Pays : Équateur

Thèmes : Systèmes d'information

Sous-thèmes : Bases de données multisectorielles interconnectées

Date : Août 2022



## Résumé



Le système de suivi nominatif unifié et universel est le résultat d'une collaboration intersectorielle et de l'importance accordée à l'échange d'informations entre les institutions, dans la mesure où les informations recueillies par une institution peuvent être essentielles pour la gestion d'une autre. L'utilité du système tient aussi à la nécessité d'avoir une vision multidimensionnelle qui traite de la causalité et des conséquences de problèmes sociaux tels que la malnutrition infantile chronique (DCI, en espagnol « desnutrición crónica infantil »). L'intégration dans son nom du terme « universel » indique qu'il s'agit d'un système conçu pour inclure toutes les personnes, tous les jours. Ainsi, dans son premier projet pilote, le système de suivi nominatif unifié et universel (SUUSEN) intègre des



© Secrétariat technique de l'initiative « Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile »

informations provenant du ministère de la Santé publique (MSP), du ministère de l'Inclusion économique et sociale (MIES), du Registre social, du Registre civil, du ministère de l'Éducation et du Secrétariat technique de l'initiative STECSDI (« Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile »), et dont le champ continuera d'être élargi à l'avenir.



## Objectifs du bilan d'action

- Disposer de systèmes efficaces de gestion de l'information afin d'agir rapidement lorsque des besoins sont identifiés sur la base d'un suivi individuel.
- Produire des statistiques et des indicateurs qui permettent de prendre des décisions sur la base d'informations actualisées en permanence afin de prévenir et de réduire la malnutrition infantile chronique.
- Souligner l'importance d'une gestion efficace et complémentaire des informations intersectorielles et universelles, comme l'un des principaux piliers de la coordination et de l'orientation des priorités du travail, et ainsi développer des processus d'information moins bureaucratiques pour répondre aux besoins de la population.
- Comme pour de nombreux problèmes sociaux et sanitaires, mieux vaut prévenir la malnutrition infantile chronique (DCI) que la combattre une fois qu'elle est apparue. Il est donc essentiel de mettre rapidement en place les services. Le meilleur moment pour prévenir la DCI est la période de la grossesse et les deux premières années de la vie (les 1 000 premiers jours).



## Période couverte

Avec la présentation de la stratégie nationale « Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile », un ensemble de biens et de services prioritaires est prévu, qui constitue un engagement global avec une vision intersectorielle. La malnutrition étant un problème multidimensionnel, son éradication exige de travailler dans plusieurs domaines : la santé, l'inclusion économique et sociale, le logement, le dépistage précoce, la composante éducation-communication, et le changement des attitudes et des comportements dans les familles.

En tant qu'organe de coordination, l'initiative STECSDI assure un rôle d'orientation et de facilitation. La présentation du système de suivi nominatif unifié et universel coïncide avec le lancement du Secrétariat, fondé sur les principes suivants :

- Gestion régionale ;
- Coordination intersectorielle ;
- Efficacité et amélioration de la gestion des investissements ;
- Priorité à la gestion de l'information

L'objet principal du SUUSEN est de compiler les dossiers administratifs de six institutions sous la forme d'une grande base de données afin d'assurer le suivi des besoins en soins et de produire des statistiques et des indicateurs.



## Qu'est-ce qui a été fait ?

Cette nouvelle initiative SUUSEN prend en charge les thèmes « Gestion régionale » et « Coopération intersectorielle ».

L'objectif principal est d'améliorer non seulement la gestion des informations, mais aussi la fourniture des services. Diverses sources de données existaient déjà dans les institutions publiques, mais ces données n'étaient pas partagées de manière cohérente. C'est pour cette raison que le premier module de SUUSEN vise à assumer le rôle de plateforme d'alerte opérationnelle. Un travail a été effectué avec chaque institution, en exploitant les interactions entre les données des différentes sources disponibles, pour définir quand une personne a besoin de soins et qui les lui fournira. La notification est envoyée directement au responsable de l'unité de soins, ce qui permet de rompre la

bureaucratisme excessive dans les orientations médicales intersectorielles.

Les bureaux régionaux produisent des informations, identifient les besoins et, via la plateforme d'alerte, informent l'institution correspondante afin qu'elle réponde au besoin. Le processus circulaire allant de l'identification des informations à la fourniture d'un soutien dure au maximum 24 heures. Ces informations produisent des données sur les tendances par province, canton et paroisse, et sont ensuite connectées à un système d'alerte qui permet un suivi nominatif des familles, car il peut identifier les personnes par leur nom et prénom, et même par géoréférencement.

La plateforme d'alerte fournit les coordonnées et le statut de la personne ayant besoin du service et enregistre le



traitement des alertes reçues. Le dossier de prise en charge permettra d'identifier les possibilités d'amélioration dans les unités de soins et ainsi de compléter la traçabilité de l'orientation médicale à la prise en charge effective. Les données relatives aux soins sont saisies par les systèmes propres à chaque institution auxquels le SUUSEN est déjà connecté, fermant ainsi une « boucle d'information ».

La plateforme d'alerte a été lancée à l'échelle nationale en juillet 2022 auprès des opérateurs du ministère de l'Inclusion économique et sociale (MIES), du ministère de la Santé publique (MSP), de la Direction générale de l'état civil (DIGERCIC) et du ministère du Développement urbain et du Logement (MIDUVI). Elle sera intégrée en septembre 2022 au ministère de l'Éducation (MINEDUC) et à l'Unité d'enregistrement social (URS).

Dans un second temps, grâce à l'interopérabilité des données, il a été possible d'identifier des milliers de personnes et de leur permettre de bénéficier de la Prime des 1 000 jours, ainsi que de services de développement intégral de l'enfant du MIES.

La meilleure pratique est le système de suivi nominatif unifié et universel, qui regroupe les dossiers de six institutions : MSP, MINEDUC, URS, DIGERCIC, MIES et STECSDI. Le financement du système est assuré par plusieurs sources, dont une ONG internationale et un donateur bilatéral.

Plusieurs succès ont été recensés, notamment :

- une version stable en cours de production
- la synchronisation en heures entre la création de l'information et la notification du déploiement national avec le MIES et le MIDUVI,
- le déploiement au niveau du DIGERCIC ainsi que des brigades régionales,
- 57 000 alertes envoyées et 11 000 prises en charge rapides.



© Secrétariat technique de l'initiative « Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile »



## Adaptation et applicabilité

- Il est important d'aborder le système comme une plateforme de gestion d'indicateurs : toutes les composantes de SUUSEN seront référencées et alimenteront une plateforme de contrôle et de suivi avec des indicateurs et des informations sur les processus, la gestion et les résultats. Cette plateforme constituera un mécanisme permettant aux autorités, aux opérateurs et aux citoyens de comprendre l'état d'avancement de la stratégie avec une vision globale et universelle. Les informations présentées seront le résultat à la fois de la fourniture de services et de la gestion de leur fourniture. Les résultats de ces services sous forme d'indicateurs sont essentiels pour faire progresser la prise de décision basée sur l'information.



## Que feriez-vous différemment ?

- L'une des difficultés observées concerne les processus administratifs d'accès aux données. À plus long terme, le système doit être davantage institutionnalisé.



## Prochaines étapes

- Des données en libre accès pour la recherche : l'un des principaux objectifs du SUUSEN sera de mettre des informations intégrées à la disposition des citoyens, des chercheurs et d'autres parties prenantes à des fins d'études et de recherche.
- Cela n'implique pas de porter atteinte aux informations privées des personnes, car tous les critères de sécurité et d'anonymisation des informations seront respectés pour limiter l'utilisation abusive des informations collectées. Dans ce domaine, l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC) joue un rôle clé, puisqu'un accord est en cours d'élaboration pour renforcer en même temps le SUUSEN et la gestion nationale des statistiques. Le pays pourra ainsi utiliser, à des fins statistiques, les informations améliorées obtenues par le recoupement des données du SUUSEN avec celles d'autres instruments tels que les enquêtes et les recensements. Ce renforcement des capacités permettra au pays de découvrir des réalités jusque-là inconnues ; par exemple, les différences dans les mesures anthropométriques des garçons et des filles ou la précision du registre social en tant qu'outil de ciblage des programmes sociaux, entre autres réalités qui n'ont pas encore été abordées.
- Plateforme de mise en relation avec les bénéficiaires : l'objectif même du SUUSEN et de la gestion publique est de fournir des biens et des services à la population de manière rapide et efficace. Par conséquent, le public peut également bénéficier d'une gestion efficace de l'information, lui permettant d'accéder directement à ses informations de manière sécurisée, de recevoir des notifications pertinentes ou de mettre à jour ses informations.
- En août 2022, cette plateforme était encore en construction, mais elle constitue un élément fondamental pour la gestion complète des informations et des services fournis par les institutions de l'État aux citoyens.
- Politique de la demande unique : Une gestion efficace de l'information peut profiter à de nombreuses parties en même temps. C'est pourquoi l'un des objectifs à court terme du SUUSEN sera la mise en œuvre de la politique de demande unique chez les institutions liées au SUUSEN. Cela signifie qu'une fois qu'un citoyen a mis à jour ses informations de contact, d'adresse et d'identité auprès d'une institution, les autres prestataires de services en seront également informés et pourront le contacter pour lui fournir des biens et des services sans pertes de temps ou d'efficacité pour l'État et les citoyens.
- Au-delà de la malnutrition infantile chronique (DCI) : l'utilisation du SUUSEN pour traiter la DCI est un premier signe du potentiel de la gestion efficace et rapide des informations interconnectées dans la fourniture efficace et rapide de biens et de services aux populations vulnérables. Cependant, de nombreux autres problèmes sociaux et même non sociaux, tels que le décrochage scolaire, la violence fondée sur le genre, les grossesses chez les adolescentes, etc. peuvent également bénéficier d'un modèle de gestion de l'information similaire. L'un des objectifs du SUUSEN est donc d'être le ferment d'initiatives similaires qui peuvent bénéficier du chemin déjà parcouru et, en même temps, l'améliorer, le renforcer et l'étendre.



© Secrétariat technique de l'initiative « Pour un développement de l'Équateur sans malnutrition infantile »

Scaling Up  
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Scaling Up Nutrition Movement  
c/o SUN Movement Secretariat  
Villa Le Bocage, Palais des Nations  
CH-1211 Geneva, Switzerland  
+41 (0) 22 917 7283  
info@scalingupnutrition.org  
www.scalingupnutrition.org